

Préfet du Jura

n° chrono : UD39/PR/PC/LB/MB/2020-309

Date : 01 JUL. 2020

**INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**  
**RAPPORT DE LA VISITE D'INSPECTION du 11/06/2020**  
**INOVYN FRANCE à DAMPARIS ET CHOISEY (39300)**

N° S3IC : 0121.00168		Communes : Damparis et Choisey			
Visite	administrative	réactive	annoncée	Régime	A
Priorité	autre	Attributs S3IC : Mise en demeure, air, déchets, eau de surface.			
Liste des installations inspectées : visite partielle des installations					
<b>Référentiel de l'inspection :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Arrêté préfectoral n° AP-2019-05-DREAL du 6 mars 2019 (APMD)</li> <li>- Arrêté préfectoral n° 1826 d'autorisation du 02/12/2002 (AP1)</li> <li>- Arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières (AM1)</li> </ul>					
<b>Personne(s) rencontrée(s) :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le Directeur Technique de la carrière</li> <li>- le Responsable du service Sécurité – Procédés – Environnement</li> <li>- le Responsable du service approvisionnement en saumure ayant également en charge la thématique « carrières »</li> </ul>					

Ce rapport vaut rappel réglementaire à l'exploitant pour les constats de non-conformités.

Indépendamment des points contrôlés par l'Inspection des installations classées, il est de la responsabilité de l'exploitant de réaliser régulièrement les vérifications et suivis nécessaires pour s'assurer du respect de l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables à son installation.

**Synthèse :**

Cette inspection a pour objet de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° AP-2019-05-DREAL du 6 mars 2019, sur la carrière de Damparis/Choisey.

Suite aux éléments de réponse transmis par l'exploitant en date des 22 mars 2019, 25 octobre 2019, 3 juin 2020, et à la visite du site, l'état des constats est le suivant :

<b>I.1 - ÉTAT RÉCAPITULATIF DES CONSTATS – POINT AU 11/06/2020</b>			
Référence	Non-conformité	observation	État
Constat n°1-05112018	X		Soldé le 19/05/20
Constat n°2-05112018		X	Soldé le 19/05/20
Constat n°3-05112018		X	Non soldé
Constat n°4-05112018	X		Soldé le 19/05/20
Constat n°5-05112018	X		Soldé le 26/09/19
Constat n°6-05112018	X		Soldé le 26/09/19
Constat n°7-05112018	X		Soldé le 26/09/19
Constat n°8-05112018	X		Soldé le 26/09/19
Constat n°9-05112018	X		Soldé le 26/09/19
Constat n°10-05112018		X	Soldé le 19/05/20
Constat n°11-05112018	X		Soldé le 26/09/19
Constat n°12-05112018		X	Soldé le 26/09/19
Constat n°13-05112018	X		Soldé
Constat n°14-05112018	X		Soldé
Constat n°15-05112018	X		Soldé le 19/05/20
Constat n°16-05112018	X		Non soldé
Constat n°17-05112018		X	Soldé le 26/09/20
Constat n°18-05112018		X	Soldé le 26/09/20
Constat n°19-05112018		X	Soldé le 26/09/20
Constat n°20-05112018	X		Soldé le 19/05/20
Constat n°21-05112018	X		Soldé
Constat n°22-05112018		X	Non soldé

L'inspection constate donc le solde des 12 non-conformités (surlignées dans le tableau ci-dessus) relevées lors de l'inspection du 5 novembre 2018 et reprises dans la mise en demeure de 2019.

Par conséquent, l'arrêté préfectoral n°AP-2019-05-DREAL du 6 mars 2019 de mise en demeure est respecté dans son ensemble.

Il reste cependant 3 constats non soldés (1 non-conformité et 2 observations) pour lesquels l'exploitant transmettra les éléments demandés.

L'ensemble des constats non soldés avant l'inspection est repris en annexe n° 1.

**Propositions de suites**

- Constats à traiter par courrier

Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
 La Cheffe de la subdivision 39.3	 Le Chef de la subdivision 39.4	 Le Chef de l'Unité Départementale du Jura

# ANNEXE 1 : FICHE DE CONSTATS

## Personnes rencontrées / fonctions :

- le Directeur Technique de la carrière
- le Responsable du service Sécurité – Procédés – Environnement
- le Responsable du service approvisionnement en saumure ayant également en charge la thématique « carrières »

## Equipe d'inspection :

- la Cheffe de la subdivision ICPE « carrières »

Référence constat	Exigences vérifiées	Constats initiaux et suites données par l'exploitant	Constat réalisé le jour de la visite et état du constat au 11 juin 2020
Inspection du 5 novembre 2018	<p><b>Art. 14.1 de l'AP1 : le montant des garanties financières</b></p> <p>14.1 L'exploitant doit, préalablement à la remise en activité de la carrière avoir constitué des garanties financières d'un montant permettant d'assurer la remise en état de la carrière selon les dispositions prévues à l'article 32 et suivants et conformément aux phases décrites en annexe 3.</p> <p>Le montant des garanties financières devant être constitué dans ce cadre doit être au moins égal à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour la première période de cinq ans : 342 000 euros TTC</li> <li>• pour la deuxième période de cinq ans : 334 000 euros TTC</li> <li>• pour la troisième période de cinq ans : 285 500 euros TTC</li> <li>• pour la quatrième période de cinq ans : 317 500 euros TTC</li> <li>• pour la cinquième période de cinq ans : 313 500 euros TTC</li> <li>• pour la sixième période de cinq ans : 343 000 euros TTC</li> </ul>	<p>Vu l'acte de cautionnement attestant de la constitution des garanties financières pour la période 2017 à 2022 (montant de 615 450 €).</p> <p>Les modalités de calcul sont présentées à l'inspection. Il ressort que la surface S2 calculée ne prend pas en compte le retard pris dans le réaménagement. Ainsi, il conviendrait de mettre à jour le montant des garanties financières.</p> <p>Réponse exploitant :</p> <p>courrier du 25/10/19 : Une mise à jour de la garantie financière sera proposée sur base de la surface réelle S2.</p> <p>Le plan de phasage qui vous a été soumis en 2012 n'a depuis pas fait l'objet de retour de votre part. Aujourd'hui, il n'est plus adapté aux prévisions de production des prochaines années. Une mise à jour du plan de phasage a été commandée à un cabinet spécialisé. A l'issue de cette étude, les garanties financières seront mises à jour.</p> <p>Courrier du 03/06/20 : 2020 La mise à jour du plan de phasage nécessaire au calcul est retardée en raison des conditions sanitaires – report du délai à fin septembre 2020.</p>	<p>=&gt; <b>NON SOLDE</b> au 11/06/20</p>
Constat n°3-05112018 : observation			

Référence constat Inspection du 5 novembre 2018	Exigences vérifiées	Constats initiaux et suites données par l'exploitant	Constat réalisé le jour de la visite et état du constat au 11 juin 2020
Constat n°13- 05112018 : non- conformité	<p>Art. 25 de l'AP1 : plan d'exploitation</p> <p><b>ARTICLE 25</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan orienté de la carrière à une échelle 1/2000.</p> <p>Sur ce plan légende sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites de propriété et des parcelles cadastrales,</li> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li> <li>• les bords de la fouille,</li> <li>• les stockages de matériaux,</li> <li>• les courbes de niveau ou cotés d'altitude des points significatifs et en particulier la cote définie à l'article 19.1 du présent arrêté,</li> <li>• les éléments de la surface visés aux articles 19.7 et 31.5 du présent arrêté.</li> </ul> <p><b>Rappel de l'AP-2019-05-DREAL du 6 mars 2019 : respecter les dispositions de l'article 25, dans un délai d'une trois mois en établissant un plan d'exploitation faisant apparaître notamment les stockages de matériaux et les zones remises en état et les zones en eau.</b></p>	<p>Vu plan topographique orienté en date du 31/12/2017 (échelle 1/2000). Le plan a été réalisé par SOLVAY. Par courriel en date du 13/11/2018, l'exploitant a notamment transmis les plans suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• plan au 1/2500, en date du 31/12/2017, Ta.93/900/05/01-08-17/F4 ;</li> <li>• plan au 1/1500, en date du 31/12/2017, Ta.93/900/05/01-08-17/F2.</li> </ul> <p>Les plans d'exploitation mériteraient d'être complétés par les réseaux d'eau.</p> <p>Le plan présenté ne fait pas apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les stockages de matériaux ;</li> <li>• la localisation de la canalisation de transport de gaz naturel visé à l'article 31.5. (celle-ci apparaît néanmoins sur le plan au 1/2500, Ta.93/900/05/01-08-17/F4)</li> <li>• les zones remises en état et les zones en eau.</li> </ul> <p>Réponse exploitant</p> <p>courrier du 22/03/2019 : Les plans d'exploitation seront complétés de ces informations lors de la prochaine mise à jour annuelle.</p> <p>Courrier du 25/10/2019 : l'exploitant a fourni un plan mais les zones de remise en état restent manquantes.</p> <p>Courrier du 03/06/2020 : les zones de remise en état sont identifiées en zone verte qui comprend les zones boisées confondues avec les zones de remise en état. La prochaine mise à jour du plan présentera cette distinction.</p>	=> SOLDE au 11/06/20



Référence constat inspection du 5 novembre 2018	Exigences vérifiées	Constats initiaux et suites données par l'exploitant	Constat réalisé le jour de la visite et état du constat au 11 juin 2020
Constat n°14- 05112018 : non- conformité	<p>Art.28.3 de l'AP1 : eaux pluviales</p> <p>« la fréquence des mesures du débit et des paramètres à analyser est annuelle. »</p> <p><b>Rappel de l'AP-2019-05-DREAL du 6 mars 2019 : respecter les dispositions de l'article 28.3, dans un délai d'un mois en mettant en place un suivi annuel de la qualité des eaux pluviales collectées dans les bassins de fond de carrière et en équipant le dispositif de rejet par un canal de mesures du débit et d'un dispositif de prélèvements.</b></p>	<p>Présentation d'un rapport d'analyse interne de la qualité des eaux du bassin. Absence d'anomalie détectée. Le prélèvement a été effectué le 25 octobre 2018 (absence de résultats antérieurs).</p> <p>La fréquence annuelle des mesures n'est pas respectée.</p> <p>Réponse exploitant</p> <p>Courrier du 25/10/2019 : L'exploitant indique avoir fourni un extrait du suivi d'exploitation en annexe 4 de sa réponse.</p> <p>Or, le document de l'annexe 4 est un tableau récapitulant la mise en fonctionnement / arrêt de la pompe ainsi que les volumes pompés. Ce document n'apporte pas la preuve du respect de la fréquence annuelle des mesures du débit et des paramètres à analyser.</p> <p>Courrier du 03/06/20 : une annexe présente dans un tableau de manière synthétique les informations de l'année 2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- volume total pompé, débit de la pompe, analyses (DCO, Hydrocarbures totaux, pH, MES)</li> </ul> <p>Il est indiqué que la pompe de reprise des eaux pluviales ne fonctionne pas en permanence et que à chaque campagne de fonctionnement de la pompe, un échantillon est pris pour contrôle des différents paramètres.</p>	<p>=&gt; <b>SOLDE au 11/06/20</b></p> <p>Par contre, il est rappelé à l'exploitant que les analyses doivent porter sur tous les paramètres définis dans l'article 28.3 de l'AP1 : dans l'annexe fournie, il manque les paramètres température et la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange (&lt; 100 mg Pt /l)</p> <p>=&gt; <b>voir nouveau constat ci-dessous</b></p>

Référence constat	Exigences vérifiées	Constats initiaux et suites données par l'exploitant	Constat réalisé le jour de la visite et état du constat au 11 juin 2020
Constat n°16-05112018 : non-conformité	Article 19.5 et suivants de l'AM1: plan de surveillance des poussières	<p>Compte tenu des capacités de production indiquées à l'article 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, la carrière est soumise à plan de surveillance poussières (conformément aux articles 19.5 et suivants de l'arrêté ministériel).</p> <p>Or, aucun plan de surveillance n'est réalisé.</p> <p>L'exploitant s'engage à réaliser un plan de surveillance avant fin janvier 2019 et à débiter les mesures de retombées lors de la prochaine campagne de production (mi-2019).</p> <p>Réponse exploitant</p> <p>Courrier du 22/03/2019 : l'exploitant répond que conformément à l'article 19.5 de l'AM1, la carrière n'est pas soumise à cette prescription car la production est inférieure à 150 000 t/an.</p> <p>Or, compte tenu des capacités de production indiquées à l'article 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, la carrière est soumise à plan de surveillance poussières (conformément aux articles 19.5 et suivants de l'arrêté ministériel).</p> <p>Or, aucun plan de surveillance n'est réalisé.</p> <p>L'exploitant s'engage à réaliser un plan de surveillance avant fin janvier 2019 et à débiter les mesures de retombées lors de la prochaine campagne de production (mi-2019).</p> <p>Courrier du 25/10/2019 : le plan de contrôle a été réalisé et la première campagne de mesure a été effectuée en août 2019 lors de la première campagne de concassage de l'année 2019. La seconde campagne est prévue au mois de novembre 2019. L'exploitant a fourni le mode opératoire.</p> <p>Or, le plan de surveillance transmis n'est pas conforme aux prescriptions des articles 19.5 et 19.6 de l'AM de 1994 modifié ; les éléments suivants sont manquants ou non adaptés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'importance respective des zones d'émission de poussières</li> <li>- la description des conditions météorologiques et</li> </ul>	<p>L'exploitant indiquera dans son rapport des campagnes de mesures les valeurs exactes des valeurs mesurées et non des indications comme « &lt; 250mg/m<sup>3</sup>/jour ».</p> <p>Par ailleurs, et pour rappel (article 19.6 de l'AM1) « Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;</li> <li>- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situées à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;</li> <li>- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). »</li> </ul> <p>Par conséquent, les stations de type (a) et (b) ne doivent pas être implantées dans le périmètre d'exploitation de la carrière.</p> <p>=&gt; <b>NON SOLDE</b> au 11/06/20</p>

Référence constat Inspection du 5 novembre 2018	Exigences vérifiées	Constats initiaux et suites données par l'exploitant	Constat réalisé le jour de la visite et état du constat au 11 juin 2020
		<p>topographiques sur le site</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la station de mesure témoin (type a) ne peut pas aussi être identifiée comme station type b et une station ne peut pas être identifiée b et c</li> </ul> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas transmis le rapport et les résultats des campagnes de mesures.</p> <p>Courrier du 03/06/20 : les zones d'émissions et les points de mesures sont identifiés sur le plan. Le rapport de mesure est fourni en annexe. Il précise les conditions de mesures. Une réaffectation des points de mesures selon les types a, b et c sera réalisée avant fin septembre 2020.</p>	
<p>Art. 31.8 de l'AP1</p> <p>31.8 L'exploitant devra mettre en place un registre de plaintes en mairie. Une convention sera établie entre la SOCIETE SOLVAY ELECTROLYSE FRANCE et la mairie de DAMPARIS ou autres mairies riveraines qui en feront la demande pour la tenue à disposition du public de ce registre, pour l'information de Solvay Electrolyse France des plaintes. Cette convention fixera les conditions de prise en compte de ces plaintes par l'exploitant.</p> <p>Rappel de l'AP-2019-05-DREAL du 6 mars 2019 : respecter les dispositions de l'article 31.8, dans un délai d'un mois en établissant une convention avec la mairie concernant la prise en compte des plaintes des riverains.</p> <p>Constat n°21-05112018 : observation</p>		<p>Absence de convention.</p> <p>Réponse exploitant</p> <p>Courrier du 22/03/20 : une convention entre l'exploitant et la mairie de Damparis concernant la prise en compte des plaintes des riverains sur les nuisances de vibrations sera établie avant le 11/04/2019</p> <p>Courrier du 25/10/2019 : l'exploitant indique que la convention est jointe en annexe 8 de son courrier. Or, l'exploitant n'a pas transmis la totalité de la convention seulement une partie.</p> <p>Courrier du 03/06/2020 : la convention complète est transmise en annexe.</p>	<p>=&gt; SOLDE au 11/06/20</p>



Référence constat: Inspection du 5 novembre 2018	Exigences vérifiées	Constats initiaux et suites données par l'exploitant	Constat réalisé le jour de la visite et état du constat au 11 juin 2020
<p>Constat n°22-05112018 : observation</p>	<p>Art.21 de l'AM1 : Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.</p>	<p>Des déchets (bois essentiellement) sont observés sur le site. Un ancien pont bascule, une ancienne installation de pompage (et ses accès), ainsi que les anciens réseaux d'eau, qui ne sont plus utilisés, sont constatés au droit de l'ancienne entrée et au Sud de la station de pompage actuelle. De même, le bâti des anciennes installations de traitement de matériaux situées à l'entrée de la carrière n'ont pas été démantelées. Hormis les déchets qui doivent être évacués, l'exploitant proposera un calendrier de démantèlement cohérent avec l'échéance de l'arrêté préfectoral d'autorisation en ce qui concerne les installations de traitement, les réseaux d'eau et le pont bascule, en tenant compte de leur état et des risques associés (en termes de sécurité et de pollution).</p> <p>Réponse exploitant courrier du 22/03/20 : l'exploitant indique que la planification est à l'étude.</p> <p>Courrier du 25/10/20 : l'exploitant indique qu'un nettoyage du site a été effectué avec évacuation des déchets. La station de pompage et les tuyauteries seront démontées en 2020. Le reste des installations restantes sera assuré avant l'échéance de l'arrêté préfectoral d'exploitation.</p>	<p>L'exploitant proposera un calendrier de démantèlement cohérent avec l'échéance de l'arrêté préfectoral d'autorisation et avec le nouveau phasage d'exploitation qu'il présentera dans le porter-à-connaissance prévu d'être déposé en septembre 2020.</p> <p>=&gt; NON SOLDE au 11/06/20</p>

Article	Prescriptions contrôlées	Faits	Commentaires
Art.28.3 de l'AP1	<p><b>28.3 Eaux pluviales</b></p> <p>Les eaux pluviales sont collectées dans les bassins de fond de carrières pour être utilisées pour l'approvisionnement en eaux d'une part des installations d'arrosage limitant l'envoi des poussières et d'autre part des installations de traitement des matériaux). La partie en excédent peut être rejetée dans le milieu naturel via le fossé passant le long de la route de SOLVAY ELECTROLYSE FRANCE, avant de rejoindre la Blaine et le canal du Rhin au Rhône.</p> <p>Ces eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel doivent respecter les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;</li> <li>- la température est inférieure à 30 °C ;</li> <li>- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;</li> <li>- la demande chimique en oxygène sur effluent non décané (D.C.O.) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;</li> <li>- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114) ;</li> <li>- la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</li> </ul> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>La fréquence des mesures du débit et des paramètres à analyser est annuelle.</p> <p>L'unité de mesure de rejet est équipée d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.</p>	<p><b>Observation</b></p>	<p>Dans le tableau synthétisant les informations de l'année 2019 (annexe du courrier du 03/06/20), il manque les paramètres température et la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange (&lt; 100 mg Pt /l).</p> <p>=&gt; Lors des prochaines analyses, l'exploitant s'assurera que celles-ci portent sur tous les paramètres définis dans l'article 28.3 de l'AP1.</p>